



INSTITUT NATIONAL
DE L'INFORMATION
GÉOGRAPHIQUE
ET FORESTIÈRE

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Fourniture, livraison et mise en service de matériel audiovisuel et multimédia pour la réhabilitation de salles de réunion, ainsi que les accessoires, la formation et la maintenance associés

Cette consultation est lancée selon une procédure adaptée en application des articles L2123-1 et R2123-1 du Code de la commande publique.

Service responsable de la passation du marché :

Secrétariat Général
Service des Achats et des Marchés
Département des marchés
73, avenue de Paris
94165 Saint-Mandé CEDEX

Le présent CCAP comporte 7 feuillets numérotés de 1 à 7.

SOMMAIRE

| | |
|--|---|
| ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHE..... | 3 |
| ARTICLE 2 – NATURE, FORME, MODE DE PASSATION ET D’EXECUTION DU MARCHE..... | 3 |
| ARTICLE 3 – DOCUMENTS CONTRACTUELS | 3 |
| ARTICLE 4 – DUREE DE L’ACCORD-CADRE | 3 |
| ARTICLE 5 – CORRESPONDANTS TECHNIQUES ET ADMINISTRATIFS..... | 4 |
| ARTICLE 6 – PRIX | 4 |
| <i>OPITON D’ACHAT SUPPLEMENTAIRE :</i> | 4 |
| ARTICLE 7 – FACTURATION | 4 |
| DEPOT DE LA FACTURE SUR CHORUS PRO..... | 5 |
| ARTICLE 8 – MODALITES ET DELAIS DE PAIEMENT | 5 |
| ARTICLE 9 – CONSTATATION DE L’EXECUTION DES PRESTATIONS | 6 |
| ARTICLE 10 – GARANTIE ET MAINTENANCE | 6 |
| ARTICLE 11 – AVANCE..... | 6 |
| ARTICLE 12 – ASSURANCES..... | 6 |
| ARTICLE 13 – LITIGES | 6 |
| ARTICLE 14 – LANGUE DU MARCHE | 6 |
| ARTICLE 15 - PÉNALITÉS..... | 6 |
| ARTICLE 16 – DEROGATIONS AU CCAG TIC..... | 7 |

ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ

Le marché porte sur la fourniture, la livraison et la mise en service de matériel audiovisuel et multimédia pour la réhabilitation de salles de réunion du bâtiment A à Saint-Mandé, incluant la formation des utilisateurs et la maintenance sur 5 ans.

ARTICLE 2 – NATURE, FORME, MODE DE PASSATION ET D'EXECUTION DU MARCHÉ

NATURE, FORME ET MODE DE PASSATION :

Cette consultation est lancée selon une procédure adaptée en application des articles L2123-1 et R2123-1 du Code de la commande publique.

Il s'agit d'un marché qui fait l'objet d'un allotissement. Le marché est composé de 2 lots :

- Lot 1 : Salle Arago (grande salle de réunion, 96 m²)
- Lot 2 : Autres salles du Bât A (7 salles de 29 m² chacune)

Les candidats peuvent postuler sur un ou deux lots. Chaque lot sera mono-attributaire. Les deux lots pourront être attribués au même candidat.

Il s'agit d'un marché ordinaire rémunéré par un prix global et forfaitaire.

ARTICLE 3 – DOCUMENTS CONTRACTUELS

L'accord cadre est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

1. L'acte d'engagement et son annexe, complétés, datés et signés par la personne habilitée à engager la société ;
2. Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) GBM n° 25052 dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'IGN fait seul foi ;
3. Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de techniques de l'information et de la communication (C.C.A.G.-T.I.C.) du 30 mars 2021 ;
4. Le mémoire technique du titulaire ;

Toute clause figurant aux conditions générales du titulaire sur ses tarifs ou au dos de ses factures et contraire aux documents indiqués ci-dessus est réputée non écrite.

ARTICLE 4 – DUREE DE L'ACCORD-CADRE

DUREE :

Le présent marché prend effet à compter de sa date de notification et s'achève après la réalisation des prestations, à l'issue de la période de maintenance du matériel.

DELAIS D'EXECUTION

Les délais contractuels d'exécution des prestations sont précisés dans l'offre technique du titulaire.

Fourniture, livraison et mise en service de matériel audiovisuel et multimédia pour la réhabilitation de salles de réunion, ainsi que les accessoires, la formation et la maintenance associés - GBM25052

Les délais maximums sont les suivants :

- Pour le lot 1 (salle Arago : 14 jours à réception du bon de commande)
- Pour le lot 2 (les 7 salles : 3 mois à réception du bon de commande)

DATES ET HORAIRES

Les dates et les horaires d'exécution des prestations sont confirmés après la notification du marché.

ARTICLE 5 – CORRESPONDANTS TECHNIQUES ET ADMINISTRATIFS

Les interlocuteurs du titulaire sont :

- INTERLOCUTEUR TECHNIQUE : IGN/DSI/Service socle informatique :
 - 73, avenue de paris – 94165 Saint-Mandé
 - Courriel : philippe.fillon@ign.fr
- INTERLOCUTEUR ADMINISTRATIF : IGN/SAM/Département des marchés :
 - 73, avenue de paris – 94165 Saint-Mandé
 - Courriel : marches-publics@ign.fr

ARTICLE 6 – PRIX

La monnaie de référence est l'euro. Le taux de TVA applicable est celui en vigueur au moment du fait générateur.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation. Ils comprennent également l'ensemble des frais afférents aux éléments constitutifs de la prestation, ainsi que tous les éventuels frais annexes (repas, fourniture et acheminement de supports, déplacement du formateur, frais divers de secrétariat, etc.) pour son exécution complète.

Le titulaire est rémunéré par un prix de base global et forfaitaire.

Le prix est ferme. Il est indiqué dans l'annexe financière.

OPITON D'ACHAT SUPPLEMENTAIRE : (A CHIFFRER OBLIGATOIREMENT)

Le prix de l'option d'achat supplémentaire décrite à l'article 3 (lot 1) du CCTP n'est pas compris dans le prix de base et pourra être commandée par le pouvoir adjudicateur au moment de la notification ou durant l'exécution du marché, par ordre de service. Le titulaire ne pourra refuser la réalisation de cette option.

ARTICLE 7 – FACTURATION

Le titulaire est rémunéré après constatation du service fait.

Le règlement des sommes dues au titulaire est subordonné à la transmission préalable par celui-ci d'une facture valant demande de paiement.

Les factures portent, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le numéro SIRET de l'IGN : 180 067 019 00430 ;
- Le cas échéant, le numéro du bon de commande ;
- La référence du service prescripteur de l'IGN : Service socle informatique (SOI) ;
- La date d'émission de la facture ;

Fourniture, livraison et mise en service de matériel audiovisuel et multimédia pour la réhabilitation de salles de réunion, ainsi que les accessoires, la formation et la maintenance associés - GBM25052

- Les coordonnées bancaires du titulaire ;
- Le détail des prestations exécutées ;
- Le montant hors taxes ;
- Le montant et le taux de la TVA ;
- Le montant total toutes taxes comprises ;
- Le numéro de TVA intracommunautaire du titulaire.

Le comptable assignataire des paiements est l'agent comptable de l'IGN. Le paiement s'effectue par virement.

Le fonctionnaire habilité à fournir les renseignements prévus par la réglementation sur le nantissement des marchés est l'ordonnateur de l'IGN.

DEPOT DE LA FACTURE SUR CHORUS PRO

En application du décret n° 2019-748 du 18 juillet 2019 relatif à la facturation électronique dans la commande publique, les factures émises à l'encontre de l'IGN doivent être déposées sur le portail Chorus Pro. Cette obligation s'applique à toutes les entreprises depuis le 1^{er} janvier 2020.

Une documentation relative au fonctionnement de la plateforme Chorus Pro est consultable à l'adresse suivante :

<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/emetteur-de-factures-electroniques/>

Les références à utiliser pour déposer les factures à destination de l'IGN sur Chorus Pro sont :

- le numéro SIRET de l'IGN : **18006701900430**,
- le numéro du bon de commande transmis par l'IGN,

Ces références sont indiquées sur le bon de commande transmis par l'IGN.

Il est précisé que l'IGN n'utilise pas de n° service exécutant dans Chorus Pro.

Toute question relative à la facturation ou au paiement doit être adressée au service facturier de l'Agence comptable de l'IGN (tél. 01 43 98 83 11 ; courriel : service.facturier@ign.fr).

ARTICLE 8 – MODALITES ET DELAIS DE PAIEMENT

Le paiement des sommes dues au titre de l'exécution du marché s'effectue à terme échu, suivant les règles de la comptabilité publique, par virement administratif dans un délai global maximum de trente (30) jours à compter de la réception des factures dûment renseignées.

Le décompte du délai se fait à réception de la facture qui vaut demande de paiement. Toutefois, le point de départ du délai est la date à laquelle le paiement est exigible, lorsque cette date est postérieure à la date de réception de la facture.

Le défaut de paiement dans le délai prévu ci-dessus fait courir de plein droit et sans formalité des intérêts moratoires et une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement au bénéfice du titulaire et des sous-traitants éventuels.

Conformément aux dispositions des articles R.2192-31 à R.2192-36 du code de la commande publique, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Le montant de l'indemnité forfaitaire de recouvrement est fixé à 40 euros.

Le marché est financé sur les ressources de l'IGN constituées d'une dotation de l'État et de recettes d'activités.

ARTICLE 9 – CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

Les opérations de vérifications sont effectuées dans un délai de 15 jours à compter de la date de livraison ou de mise en service. Passé ce délai, la décision d'admission des fournitures ou des services est réputée acquise.

À l'issue des opérations de vérification, l'acheteur prend une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet.

ARTICLE 10 – GARANTIE ET MAINTENANCE

Les prestations font l'objet d'une garantie minimale d'un an.

Le titulaire peut proposer une durée de garantie supérieure.

À l'issue de la période de garantie, les prestations font l'objet d'une maintenance.

La durée totale de la garantie et de la maintenance est de 5 ANS à compter de la date de notification de la décision d'admission des prestations.

ARTICLE 11 – AVANCE

Conformément aux dispositions de l'article R2191-7 du Code de la commande publique, le titulaire pourra prétendre au versement d'une avance de 10 %, sauf renoncement explicite. Ce montant sera porté à 30 % lorsque le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise.

Le remboursement de l'avance s'effectue conformément aux dispositions des articles R2191-11 et R2191-12 du code de la commande publique.

ARTICLE 12 – ASSURANCES

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

ARTICLE 13 – LITIGES

La loi française est seule applicable au présent marché. Tous différends survenus à l'occasion de l'exécution de l'accord-cadre ou des bons de commande passés sur son fondement ressortent de la compétence du tribunal administratif de Paris.

ARTICLE 14 – LANGUE DU MARCHE

La langue utilisée pendant la procédure et l'exécution de l'accord cadre est le français.

ARTICLE 15 - PÉNALITÉS

Les pénalités sont précomptées sur les paiements versés au titulaire.

Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable.

Le retard s'apprécie au regard des délais sur lesquels le titulaire s'est engagé dans son offre technique.

| Pénalités | Montants |
|---|----------------------|
| Retard dans la livraison du matériel | 100 € par jour ouvré |
| Retard dans l'intervention au titre de la garantie ou de la maintenance | 100 € par jour ouvré |
| Retard dans la fourniture d'une solution de remplacement en cas d'indisponibilité du matériel | 100 € par jour ouvré |

ARTICLE 16 – DEROGATIONS AU CCAG TIC

L'article 15 relatif aux pénalités déroge à l'article 14 du CCAG TIC.